

Fiche 6

Un message novateur et exigeant

Un message novateur

Pour Benoît XVI, « *Populorum Progressio* mérite d'être considérée comme l'encyclique *Rerum Novarum* de l'époque contemporaine qui éclaire le chemin de l'humanité en voie d'unification. » (CiV 8)

Déjà, Jean-Paul II (SRS 8-10) avait souligné la triple nouveauté apportée par cette encyclique : 1°) le développement intéresse l'Eglise ; 2°) la question sociale a changé de dimension ; 3°) il faut revoir le concept de développement.

C'est la première fois que, après le document conciliaire *Gaudium et Spes* issu des travaux de Vatican II, une encyclique, *Populorum Progressio*, parle du développement au niveau mondial, qu'elle en examine la réalité, les dérives, qu'elle fait valoir les exigences d'un véritable développement au regard du message de l'Evangile, qu'elle propose des pistes d'action.

D'emblée, l'Eglise apporte de nouveaux éclairages et de nouvelles perspectives par rapport à la problématique du développement telle qu'elle était le plus souvent abordée dans les années 50.

- Ainsi, à un moment où on parlait presque exclusivement de développement économique ou de croissance et pratiquement pas de développement social, Vatican II et Paul VI ont remis au premier plan la véritable finalité du développement qui ne se limite pas à la satisfaction des nécessités matérielles par l'augmentation des biens disponibles, mais qui vise à l'accomplissement de l'homme et de tout homme sans exclusive.

- C'est aussi une nouvelle perspective qu'ouvrait Paul VI en concluant *Populorum Progressio*, par cette affirmation « **Le développement est le nouveau nom de la Paix** » (PP. 76-80), en liant justice et paix. « Dans un monde différent, dominé par le souci du bien commun de l'humanité, c'est-à-dire par la préoccupation du développement spirituel et humain de tous, et non par la recherche du profit individuel, la paix serait possible comme fruit d'une justice plus parfaite entre les hommes » (SRS 10).

Des formulations aussi abruptes, rendent évidemment plus difficiles la réception du message de l'Eglise par des non-croyants et le dialogue avec eux. Il ne faudrait toutefois pas les comprendre comme tenant pour infondés et inadéquats les efforts de tant d'hommes de bonne volonté, mais incroyants, qui oeuvrent pour un développement durable et solidaire et qui d'ailleurs, ce faisant, cheminent peut-être, sans le savoir, sans le reconnaître, voire, peut-être même, en le niant, vers la lumière divine ?

Un message exigeant

« Le message social de l'Evangile ne doit pas être considéré comme une théorie, mais avant tout comme un fondement et une motivation pour l'action » affirmait Jean-Paul II (CA 57) C'est pourquoi l'Eglise elle-même s'implique avec de fortes propositions dans des domaines tels que la dette des pays les plus pauvres, le commerce équitable, une nouvelle organisation des relations internationales, etc.) ou d'autres qu'elle nous suggère (cf. en particulier le chapitre 5 de *Caritas in Veritate*).

S'il lui donne de précieuses clés de discernement, ce **message met, aussi et surtout, le chrétien sans détour devant ses responsabilités et son devoir de solidarité et de fraternité à la suite du Christ**. C'est donc un message pour l'action (cf. fiche 7) d'une forte exigence que rend évidente son fondement évangélique.

Pour un chrétien, son engagement au service d'un développement authentique et solidaire n'est pas seulement celui de l'« honnête homme » soucieux du sort de l'humanité, mais, d'abord et avant tout, une démarche personnelle et fraternelle sur les pas du Christ. Tout chrétien peut et doit donc méditer ce message, s'efforcer de le faire connaître et surtout s'engager en conséquence dans l'action.

(1) : Jean-Yves Calvez : « Les silences de la doctrine sociale de l'Eglise » 1999 Les Editions de l'Atelier

(2) : Pierre de Charentenay : « Vers la justice de l'Evangile : Introduction à la pensée sociale de l'Eglise » 2007 Ed. Desclée de Brouwer (p. 1)

- En mettant l'accent sur sa dimension spirituelle et humaine et pas seulement matérielle, l'Eglise a **posé la question du développement de l'humanité et des rapports entre pays riches et pays moins avancés dans une toute autre problématique que celle, dominante à l'époque, qui était celle de l'aide des premiers aux seconds**. D'un côté, elle interpelle les pays riches sur la nature même et sur « l'authenticité » de leur développement, sur la sur-consommation et le gaspillage des ressources qu'elle entraîne au détriment des pays plus pauvres, sur leur égoïsme, mais aussi sur les disparités sociales qui s'aggravent en leur sein. De l'autre, se refusant à considérer seulement les pays pauvres comme des pays à assister, elle les interpelle, eux et leurs dirigeants, sur leurs propres responsabilités et sur leurs errements.

- A travers les exigences qu'elle pose du respect de la destination universelle des biens et de la recherche d'un développement authentique, l'Eglise pose d'une façon novatrice et dynamique la problématique d'un développement solidaire et durable. La préoccupation du surdéveloppement des pays riches et du déséquilibre qu'il crée au plan mondial sera reprise quelques années plus tard dans le rapport Mansholt (1972) qui débouchait sur l'idée de « la croissance zéro ». Un concept évidemment totalement décourageant et démobilisateur parce qu'il amène à se polariser sur la question de la croissance économique sans véritablement explorer la « richesse » d'un autre développement qu'avait déjà ainsi suggéré l'Eglise.

Cette idée reprise aujourd'hui par certains qui considèrent le développement comme exclusivement facteur de dégradation est stigmatisée par Benoît XVI : « L'idée d'un monde sans développement traduit une défiance à l'égard de l'homme et de Dieu. C'est donc une grave erreur que de mépriser les capacités humaines de contrôler les déséquilibres du développement ou même d'ignorer que l'homme est constamment tendu vers l'« être davantage ». Absolutiser idéologiquement le progrès technique ou aspirer à l'utopie d'une humanité revenue à son état premier de nature sont deux manières opposées de séparer le progrès de son évaluation morale et donc de notre responsabilité. » (Civ 14)

- Enfin, comme on l'a déjà souligné à propos de la destination universelle des biens, celle-ci comporte **un fondement théologique fort et très novateur il y a quarante ans** -mais qui ne fut pas alors suffisamment souligné - pour une véritable problématique **de l'écologie (SRS 34) et du développement durable**. Non seulement nous avons à respecter – et non à la mutiler- la création donnée par Dieu, mais nous sommes appelés à la faire grandir dans la perspective du bien commun de **toute l'humanité, l'humanité d'aujourd'hui et celle de demain**, et dans toutes les dimensions de cette création.

Une démarche nouvelle

Gaudium et Spes et *Populorum Progressio* se situent dans la nouvelle perspective tracée par Jean XXIII : « **préciser et distinguer entre ce qui est principe sacré et Evangile éternel et ce qui relève de temps en mutation** ». L'Eglise va désormais mettre beaucoup plus l'accent, dans son message sur le développement et dans tout son enseignement relatif aux questions économiques et sociales, sur des fondements théologiques et évangéliques très vigoureusement réaffirmés. Ce n'est plus « cette doctrine sociale de droit naturel, superposée en quelque sorte à l'Evangile, sans garantie d'Evangile », que lui reprochaient les protestants (1).

Ce message reflète aussi l'évolution profonde de la nature de son magistère que l'Eglise adopte lors de Vatican II, en témoignant d'une ouverture et d'une volonté de dialogue avec le monde. L'Eglise conçoit de nouveaux rapports avec les Etats et avec la société civile, et fait évoluer ses positions sur des questions aussi sensibles que la liberté religieuse et la liberté de conscience, les droits de l'homme ou la laïcité.

Comme le souligne Pierre de Charentenay (2), « c'est la grande ouverture des signes des temps de Jean XXIII. Dans cette nouvelle perspective, on n'est plus dans le registre de l'obligatoire, mais dans celui de la recommandation. L'Eglise a abandonné l'idée d'un système chrétien, modèle de la Cité parfaite. Elle s'adresse à la liberté de chacun. » Elle se donne alors pour mission de montrer le chemin et de réveiller les forces morales pour l'action au service du développement : « A tous les hommes et à tous les peuples de prendre leurs responsabilités » (PP 80).

Paul VI concluait *Populorum Progressio* par un appel aux catholiques, aux chrétiens et à tous les hommes de bonne volonté pour que tous se mettent à l'œuvre et « les apôtres du bon et vrai développement (PP 81 à 86). Cet appel est sans préalable, même si pour Paul VI, il ne saurait, évidemment, y avoir de développement intégral humain sans le garant de la référence constante à la vocation de l'homme dans le dessein de Dieu.

Dans *Caritas in Veritate*, Benoît XVI souligne que : « l'adhésion aux valeurs du christianisme est un élément non seulement utile, mais indispensable pour l'édification d'une société bonne et d'un véritable développement intégral » (Civ 4) ou encore que « l'humanisme qui exclut Dieu est un humanisme inhumain » (Civ 78).